

De l'« Open Access »

Olivier Ramaré

18 septembre 2012

Un brouhaha médiatique et des sauveurs... opportunistes ?

Les unes des journaux sont unanimes : il faudrait « libérer » l'accès aux connaissances scientifiques, les rendre accessibles à tous, censément pour stopper la pression que mettent les grands éditeurs commerciaux sur la communauté scientifique (voir par exemple [2]). Et dans le brouhaha qui suit, on nous propose la solution universelle : le « gold open access », soit dans son appellation française moins dorée mais tellement plus explicite : le système auteur-payeur. Un détail émerge immédiatement : les promoteurs de ce système sont les grands éditeurs commerciaux, ceux-là mêmes qui posaient problème – Seraient-ils soudain mus par des remords au point de mettre en place eux-mêmes un système qui diminue leurs revenus ?

Autre incohérence : les mathématiciens mettent pour beaucoup leurs résultats sur des pages webs ou des serveurs d'archives, en version plus ou moins dégradée. Initialement en ignorant les problèmes de cession forcée de droits, jusqu'à la déclaration de Berlin de 2003 signée à ce jour par plus de 360 institutions des plus prestigieuses (dont le CNRS).

Le problème de l'accès aux résultats est déjà résolu !

Voici un extrait, certes tronqué, mais qui respecte l'esprit de cette déclaration :

« 1. Leurs auteurs [...] concèdent à tous les utilisateurs un droit gratuit, irrévocable et mondial d'accéder à l'œuvre en question, ainsi qu'une licence les autorisant à la copier, l'utiliser, la distribuer, la transmettre et la montrer en public, et [...] et dans quelque but responsable que ce soit, sous réserve de mentionner comme il se doit son auteur [...]. »

Démarche solennelle qui fait suite à l'initiative de Budapest de 2001/2002 et à la déclaration similaire dite de Bethesda de 2003 qui concerne les États Unis. Il faut dire que les années précédentes avaient vu l'émergence de deux mouvements d'ampleur :

- le reprise en main de l'édition scientifique par des commerciaux qui entendaient bien pressurer au maximum ce public captif,
- et des offensives acharnées pour établir une « propriété intellectuelle ».

Bien sûr, cela concernait bien plus les sciences à applications directes, mais l'idée était là : certains voulaient et veulent encore breveter les idées. La tradition mathématique est différente, en ce que nous ne brevetons rien, mais demandons un respect strict de la paternité (ou de la maternité d'ailleurs!). L'ouverture exemplaire des mathématiques a certes servi leur développement, mais il s'agit surtout d'un état d'esprit. Et avant les pages webs, les mathématiciens envoyaient des tirés à part, et avant encore des lettres.

L'accès libre est donc garanti, et de droit, et chacun de nous en est le garant. Il faut ici souligner que cela n'a que peu à voir avec l'ouverture vers un public large ! Non, il s'agit de textes techniques destinés à des spécialistes et qui déjà demandent beaucoup de travail de rédaction. Ou devraient en demander. Parce que les mêmes qui nous poussent à thésauriser nos résultats nous demandent aussi de publier plus, et, partant, de rédiger moins, ce qui résulte en des textes moins... accessibles !

La fausse opposition chercheurs / éditeurs

Si les résultats sont accessibles, pourquoi donc payer des revues ? Pour plusieurs raisons, dont la première et la plus simple est le service rendu : les articles passent par des comités qui les trient, puis passent par des typographes qui en améliorent la lisibilité, des métadonnées sont engendrées, le processus dans son ensemble garantissant de pouvoir archiver et retrouver les écrits. *Il est faux de penser* qu'il y a une opposition naturelle entre les chercheurs et les éditeurs commerciaux. Les chercheurs souhaitent dans leur grande majorité *ne pas* s'occuper de problèmes d'édition, et ont d'ailleurs été heureux pendant des décennies de rémunérer ce service !

Bref, nous payons parce que cela se faisait avant, que tout notre infrastructure est pensée de la sorte et que c'est *pratique*.

Qu'est-il donc arrivé qui rende ce système moins pratique ? L'arrivée de l'électronique n'explique que très partiellement le problème (il y aurait des certificats électroniques au lieu des cartes de bibliothèque, rien de bien féroce). Non le problème vient de deux sources bien différentes, mais commençons par la première avant de voir comment la seconde décuple son effet.

L'augmentation infinie des tarifs

La source initiale vient de ce que ces éditeurs se sont mis à mettre une pression telle que, par exemple, la majorité des bibliothèques de mathématiques françaises ont été en rupture de paiement en 1997... L'*augmentation* des prix demandée par ces éditeurs, augmentation demandée chaque année, menace à terme fini la pérennité du système, pour autant qu'une série géométrique croissante tende vers l'infini. Les mathématiciens, qui se sont appuyés sur les éditeurs, se retrouvent obligés de payer sauf à casser leur système...

Une telle présentation posent immédiatement deux questions : les éditeurs commerciaux sachant eux aussi qu'une suite géométrique croissante tend vers l'infini, souhaitent-ils donc tuer leurs vaches à lait ? Comment ces éditeurs arrivent-ils à justifier, dans des négociations, ces augmentations ?

La réponse à la première question ne peut être uniforme, mais en gros, elle est : oui. Un analyste financier réputé [1] déclarait il y a deux ans qu'il était probable que Reed-Elsevier n'arrive plus à maintenir la mirobolante croissance actuelle de ses revenus dans les années à venir, et que le mieux serait d'abandonner certains secteurs. Cela fait sens dans un monde commercial, mais il faut réaliser le chaos qui s'ensuivrait en recherche... Ce même analyste déclarait que la mise en place du système auteur-payeur serait sans doute la meilleure nouvelle pour les éditeurs commerciaux.

La réponse à la seconde question est ce que j'avais annoncé comme la seconde source des problèmes : la pression à la publication, et le fait que les mathématiciens publient de plus en plus. Chaque année, les négociateurs arrivent en annonçant une *baisse* des prix à l'article ou à la page. Accompagnée d'une augmentation du nombre de revues auxquelles il faut obligatoirement souscrire, et qui servent de base aux statistiques sur les prix. Il est dans notre intérêt de carrière, et non de mathématicien, de voir de telles revues : nous pourrions publier plus facilement. Si les individus répugnent généralement à cette idée, les états sont moins regardants.

Un lobbying efficace basé sur la confusion

L'offensive des tenants du système auteur-payeur a mis dix ans à se développer. Son poisson pilote est the Public Library of Science (PLOS) et son instance de lobbying l'association SPARC. Nous sommes loin d'un monde en noir et blanc et c'est là l'aspect redoutable. Prenons le vocabulaire : « green open access » ou « gold open access », juste une question de couleur. Dans le premier, qui est un modèle aujourd'hui courant (en compagnie du « white », voir [3]), les auteurs disséminent leur tirés à part, même au format des revues, mais la revue ne reste accessible que sur abonnement. Dans le second, soit le système auteur-payeur, la revue elle-même est en accès gratuit, mais l'auteur finance les publications. Les articles dès lors parlent d'« open access », oui mais duquel ? De celui épaulé par la déclaration de Berlin et qui a été une révolution ou du système auteur-payeur ? En mettant l'accent sur la gratuité, factice, le vrai débat disparaît de la place publique. Mais en privé, lors des négociations, les frais « réels » réapparaissent. Et comme il s'agit d'une demande du public, cela devient une demande de financement d'infrastructure, soit en fait le système auteur-payeur dans sa déclinaison que l'on trouve actuellement : ce serait les états qui financent. Outre les discrédances entre états pauvres et états riches, comment ne pas se rendre compte que cette facture sera répercutée au niveau local ?

Si le système auteur-payeur a aujourd'hui un tel poids, c'est justement

à cause de cette confusion*. Ceci est patent dans l'évolution de l'initiative SCOAP, qui passait au départ pour une défense de la ligne verte et est maintenant une défense du système auteur-payeur.

PLOS, fondé en 2000, est simplement un éditeur qui a déjà mis en place le système auteur-payeur. Cet éditeur ressemble à une association à but non lucratif, mais il suffit de mettre le salaire des directeurs dans les charges pour le devenir ; beaucoup d'ONG ont subi une telle transformation. Voici ce que l'on peut lire sur sa présentation :

« As a nonprofit organization, PLOS charges authors a fair price that reflects the actual cost of publication. However, the ability of authors to pay publication charges will never be a consideration in the decision whether to publish. »

Concernant donc ces directeurs, cette association a un conseil qui en contient neuf, dont six sont des scientifiques (médecins, biologistes), une est une bibliothécaire, deux sont des commerciaux (David Liddle de US Venture Partners et Marty Tenenbaum, président fondateur de Commerce-Net), et enfin une personne qui vient du monde politico-lobbyiste, et est la directrice exécutive de... SPARC! Elle a l'origine de la pétition [4], que je qualifierai de démagogique au possible, « Alliance for Taxpayer Access » qui demande un accès du commun des contribuables aux recherches financées (problème qui est pour l'essentiel inexistant comme nous l'avons vu).

Nous en venons à SPARC qui est une instance de lobbying créée en 1997 par des bibliothèques de recherches, et qui milite beaucoup pour le système auteur-payeur. Cette association a une bonne visibilité externe grâce notamment aux projets OpenDOAR et DOAJ.

Le passage en force d'une fausse solution

Une fois ces contingences historiques et conjoncturelles détaillées, que dire du système auteur-payeur ?

- Il ne règle pas le problème de l'augmentation des tarifs qui restera cachée dans l'augmentation du nombre de titres.
- Il ne règle pas la question du double achat : oui, l'état paye ses chercheurs et oui il repaye pour les résultats. Ce serait même pire puisqu'il devrait impérativement faire ce second versement.
- Ce système est inique ; devoir payer pour voir ses idées reconnues dans une revue est une honte. Et les systèmes de bourses ne sont que des cache-misère qui s'appliqueront aux cas incontournables et ne traiteront que mal les cas intermédiaires, soit l'essentiel des recherches.
- Ce système est toxique ; parce qu'il faudra choisir qui publie et qui ne publie pas, ce qui donne un levier là où il ne devrait pas y en avoir et parce qu'il va de fait augmenter la concentration des pouvoirs : les

*. Confusion orchestrée à mon avis. Autant de bienveillance du hasard à l'endroit du système auteur payeur, jusqu'à le qualifier de "gold" me semble extrêmement improbable!

plus publiants publieront plus et décideront de qui publient etc. Voilà guère de quoi susciter des vocations !

Les défauts de ce système sont si nombreux qu'il est difficilement pensable qu'il soit mis en place sans une réflexion plus poussée... Et pourtant, l'attaque est d'envergure et le lobbying intense. Le Royaume Uni a déclaré le 14 juillet de cette année vouloir un tel système immédiatement ; puis la commission européenne a été approchée et a infléchi sa position usuelle en devenant sensiblement plus en faveur d'un tel système et ce, au mépris même de ses rythmes internes : l'union européenne prépare « l'horizon 2020 », soit une période de réflexions et de mutations concernant l'information scientifique et technique, pour une mise en place finalisée en 2020. Cambridge University Press essaie aussi de prendre sa place dans la course. La conférence sur les publications scientifiques qui s'est tenue aux États Unis au MSRI en février 2011 a elle dans ses conclusions [5] globalement rejeté le système auteur-payeur.

- 1 *Reed Elsevier : Need for a progressive divestiture ?*
<http://poynder.blogspot.fr/2010/06/reed-elsevier-need-for-progressive.html>.
- 2 *Academic publishers make Murdoch look like a socialist*
<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/aug/29/academic-publishers-murdoch-socialist>
- 3 *La définition des différentes couleurs Open Access sur le site de SHERPA*
<http://www.sherpa.ac.uk/romeoinfo.html>
- 4 *Require free access over the Internet to scientific journal articles arising from taxpayer-funded research*
<https://petitions.whitehouse.gov/petition/require-free-access-over-internet-scientific-journal-articles-arising-from-taxpayer-funded-research>
- 5 *MSRI Post Reports*
<http://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=msri%20report&source=web&cd=1&ved=0CCQqFjAA&url=http://www.msri.org/publications/post-reports>

La smf est déjà en white.